

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N°21 – 27 mai 2021

En bref

Selon les résultats d'une enquête menée auprès des entreprises industrielles au Venezuela, 93% d'entre elles ont au maximum 2 semaines de stock de diesel. L'étude relève que 93% des entreprises du

secteur ont dû recourir à l'achat de diesel sur le marché noir et à des prix très supérieurs aux prix officiels. Le président de la Conindustria a qualifié la situation de "*dramatique*" avec des niveaux de stock historiquement bas. Le diesel est essentiel pour le transport des produits quittant les usines vers les zones de consommation ainsi que pour le transfert de matières premières des centres de productions vers les usines. Par ailleurs, compte tenu de la crise de l'électricité, de nombreuses industries produisent leur propre électricité à l'aide d'installations fonctionnant au diesel. La pénurie de diesel affecte aussi fortement la production agricole, actuellement en période de semis, et le transports des denrées périssable.

LE CHIFFRE À RETENIR

93%

C'est la part d'industriels déclarant avoir au maximum 2 semaines de stocks de diesel au Venezuela.

BOLIVIE

L'entreprise pétrolière publique YPFB prends des parts de l'Argentine YPF dans la région de Charagua.

La modification du contrat de services pétroliers (via la loi 1376 du 25 mai 2021) permet à la société argentine YPF de transférer 40 % de sa participation, de ses droits et obligations en faveur de la compagnie pétrolière publique bolivienne YPFB Chaco dans l'exploration et l'exploitation de la zone de Charagua. Cette dernière espère trouver 2,1 trillions de pieds cube de gaz dans cette zone. La contribution d'YPFB

Chaco aux dernières étapes de l'exploration s'élève à 48 MUSD.

COLOMBIE

Le gouvernement colombien et le comité de grève se réunissent à nouveau au milieu des protestations.

Le gouvernement colombien et le comité national de grève, composé des principaux syndicats et groupes d'étudiants, ont poursuivi leurs discussions en début de semaine dans le but de mettre fin à près d'un mois de manifestations



antigouvernementales et ont conclu un pré-accord qui doit désormais être approuvé par le gouvernement, sans que les détails ne soient dévoilés à ce stade. Cet accord ouvrira formellement les négociations concernant les revendications portées par le comité national de grève.

Cerrejon interrompt ses activités en raison de blocages qui empêchent son approvisionnement en essence.

La mine de charbon Cerrejon, détenue conjointement par BHP Group, Anglo American Plc et Glencore Plc, a connu des désaccords répétés avec les communautés indigènes Wayuu voisines et son principal syndicat, qui a organisé une grève de trois mois l'année dernière. La mine a produit 12,4M de tonnes de charbon en 2020, soit une baisse de près de 52 % par rapport à 2019 et ses exportations sont tombées à leur plus bas niveau depuis 18 ans en raison des restrictions liées à la pandémie et de la baisse de la demande mondiale de charbon. Or, l'entreprise, principale productrice de charbon en Colombie, subit désormais deux nouveaux blocages par des salariés licenciés qui ont rendu impossible l'arrivée de fournitures essentielles aux opérations minières, notamment l'essence. Cette annonce intervient alors que les blocages liés aux manifestations antigouvernementales entraînent des problèmes de transport dans toute la Colombie. Selon le gouvernement, les divers blocages ont déjà coûté 2,75 Mds USD, soit 1% du PIB au pays.

Le gouvernement annonce un plan d'action pour déplacer les cargaisons bloquées au port de Buenaventura.

Le Président Ivan Duque a annoncé une série de mesures pour déplacer les cargaisons bloquées

dans le port de Buenaventura (premier port de Colombie et le seul d'importance sur la façade Pacifique), celui-ci étant presque à l'arrêt depuis le début des manifestations sociales et les compagnies maritimes internationales ayant suspendu les réservations vers ce port en raison de la saturation des espaces de stockage. Le système « urbano », qui permet de déplacer les marchandises vers les points de transbordement des zones franches, afin que les marchandises continuent d'être reçues dans le port, a été mis en place. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé la mise en œuvre de corridors logistiques avec différentes régions du pays. D'autre part, le Président a annoncé cette semaine, le lancement de lignes d'assistance financière avec Bancoldex et la Banque Agraria, à destination des petites, moyennes et micro entreprises qui ont été affectées par la pandémie et les blocages.

Le pays atteint un niveau historique de contagions; la Maire de Bogota vise la réouverture économique.

En 27 jours et avec plus de 11.400 décès sur le mois de mai, le pays atteint un nouveau pic de contagions et de décès avec un chiffre supérieur à celui du pic de la 2^{ème} vague (10.897 décès en janvier) et à celui d'avril (10.298), La Maire de Bogota Claudia Lopez a cependant annoncé que tous les secteurs de la ville réouvriront le 8 juin prochain.

EQUATEUR

Un nouveau décret élimine les droits de douane pour 128 produits.

Le dernier décret promulgué par le Président Moreno porte sur la réforme douanière: le

décret prévoit l'élimination des droits de douane sur 128 codes douaniers qui correspondent essentiellement à des équipements + et des matières premières utilisées dans le secteur de la pêche, l'aquaculture et de l'agriculture. Il s'agit de secteurs qui représentent près de la moitié des exportations équatoriennes et qui sont en pleine croissance. Cette réforme s'inscrit dans la politique commerciale d'ouverture mise en place ces dernières années.

Le gouvernement va augmenter le salaire minimum de 400USD à 500USD progressivement au cours des quatre années de mandat du nouveau Président.

Le ministre du Travail Patricio Donoso a annoncé envoyer à l'Assemblée nationale « une loi sur les opportunités de travail » afin de promouvoir l'emploi parmi ceux qui n'en ont pas. Il a par ailleurs assuré que le Président Lasso augmentera dans les prochains jours le salaire de base de 400 USD à 500 USD, ce qui se fera progressivement au cours des quatre années de son mandat.

PEROU

L'économie affiche une croissance de 3,8 % sur le premier trimestre.

Après quatre trimestres en négatif, le PIB du Pérou augmente de +3,8% au 1T 2021 par rapport au 1T 2020 avec des taux de -1% en janvier, -3,8% en février et +18,2% en mars (contre -16,8% en mars 2020, le premier mois du confinement). Le PIB du 1T 2021 revient ainsi au niveau du 1T 2019. Des progressions importantes sont à noter dans l'investissement public (+26%) et privé (+32%), la consommation publique (+7,2%) et privée

(+2,1%) ainsi que dans les importations (+5%). Seules les exportations reculent de 5,5%. Par secteurs, les activités extractives augmentent de 0,5% (contre -3,1% au 1T 2020), les activités de transformation de 24% (-11% au 1T 2020) alors que les services affichent une baisse de 1,6% (-1,2 au 1T 2020). Parmi les secteurs importants de l'économie, on note une croissance de 16% de l'industrie manufacturière, une baisse de 3,8% des services immobiliers et personnels et une stagnation des mines et hydrocarbures (-0,1%). La construction affiche une forte croissance, à 42% sur un an (+133% sur le seul mois de mars) tandis que le secteur de l'hôtellerie-restauration reste très impacté par la crise avec une chute de 31%.

Moody's modifie la perspective de la dette à long terme du Pérou de stable à négative.

Moody's a modifié en début de semaine la perspective de la notation de la dette à long terme en monnaie étrangère et locale de stable à négative, justifiant que les relations entre le Congrès et l'Exécutif ne s'amélioreront pas après les élections du 6 juin et qu'il sera difficile de mener des réformes pour la relance économique et le contrôle de la dette. Cependant, la notation A3 reste inchangée du fait de la résilience des fondamentaux macroéconomiques du pays. L'agence déconseille la poursuite de politiques qui bloqueraient l'investissement étranger ou affecteraient la confiance des consommateurs, ainsi que les retraits continus des fonds AFP qui mettent en péril le système financier.

Le dollar atteint un nouveau record malgré les actions de la Banque centrale (BCRP).

Le dollar a enregistré un nouveau record le 26 mai dernier avec un taux de change de 3,855 PEN



et ce malgré l'intervention de la BCRP qui a placé 100M PEN en certificats de dépôt, 100 MUSD en repos et alors que la Banque a vendu 608 MUSD sur le marché spot tout le long du mois de mai (dont 469 MUSD sur les 3 derniers jours).

VENEZUELA

Le portail en ligne pour l'achat de produits chinois ChiveneExpress est lancé.

Conviasa est la compagnie de transport aérien chargée d'acheminer vers le pays les marchandises d'origine asiatique, qu'il est désormais possible d'acheter en ligne via le site www.chiveneexpress.com, une manière innovante d'acheter des produits en Chine depuis le Venezuela. Plusieurs modes de paiement sont proposés: virement bancaire, AliPay, Paypal, bolivars, dollars ou yuans. Les Vénézuéliens devraient recevoir leurs commandes dans un délai de 10 à 20 jours.

Le Président Nicolas Maduro annonce avoir reçu 1,3M de vaccins COVID-19 de la Chine.

A ce stade, le Venezuela, qui compte 28M d'habitants, n'a signé aucun accord avec des sociétés pharmaceutiques occidentales: le pays a obtenu des doses grâce à des accords avec la Russie pour l'achat du Sputnik V (380.000 doses sur 10M initialement convenues sont déjà arrivées) et avec la société d'Etat chinoise Sinopharm (qui a fait don de 500.000 doses du vaccin Vero Cell en mars). Le Venezuela doit par ailleurs recevoir au mois de juillet 11,3M de doses via le mécanisme COVAX (l'OPS a déclaré que le pays a payé 101M USD et doit encore payer 18

MUSD pour honorer entièrement sa facture). Cette semaine, le Président Nicolas Maduro a déclaré avoir reçu 1,3M de doses en provenance de Chine et dit s'apprêter à lancer une campagne de vaccination dans les prochains jours. L'objectif affiché depuis le début du mois est d'atteindre 70 % de la population vaccinée d'ici le mois d'août. Fin mai, 1,1% de la population aurait reçu une dose de vaccin.

Les élections régionales et locales auront lieu le 21 novembre prochain.

Après sa création en début de mois, le Conseil national électoral (CNE) du Venezuela a annoncé que les élections des gouverneurs et des maires auront lieu le 21 novembre 2021. Le 29 août est la date limite de présentation des candidatures. C'est l'horizon auquel les différents groupes d'opposition devront décider de participer ou non à ce nouveau rendez-vous électoral, après les élections législatives contestées du 6 décembre 2020. Le nouveau CNE a intégré parmi les 15 membres de l'organe directeur 6 représentants de la société civile et de l'opposition. Le CNE a également annoncé la réalisation d'audits approfondis du système de vote et de la liste électorale, ainsi que la convocation d'observateurs internationaux, y compris ceux de l'Union européenne, ainsi que la révision des disqualifications de partis et de candidats éventuels.

Plusieurs partis d'opposition requierent l'activation par le CNE d'un référendum révocatoire contre Nicolas Maduro.

Un groupe d'opposants a adressé une lettre au vice-président du CNE, Enrique Márquez, demandant l'enregistrement du groupement de citoyens appelé *Movimiento Venezolano por el*

Revocatorio (Mover) afin de promouvoir le mécanisme établi dans l'article 72 de la Constitution qui vise à révoquer le Président au pouvoir. La demande a été envoyée le 24 mai 2021, soit trois ans exactement après que Nicolas Maduro a prêté serment devant l'Assemblée nationale constituante. Le règlement exige la collecte de 1% des signatures d'électeurs dans la plupart des 23 États du pays pour valider la pétition de révocation et la collecte de 20% des signatures dans la plupart des 23 États pour l'activer. Enfin, les Vénézuéliens de l'étranger (on estime que plus de 3M sont inscrits au registre électoral) ne pourront pas participer à l'initiative. Pour être effectif, les votes demandant la révocation doivent surpasser les votes ayant permis l'élection du Président.

Le secteur agricole en grande difficulté en raison du manque de diesel.

Le secteur agricole a besoin de 8000 barils de diesel par jour pour garantir la production nationale. Dans le cadre de l'assemblée annuelle de la Fédération agricole, le président de la Fédération nationale des éleveurs de bétail (Fedenaga), a déclaré que la pénurie de diesel entraîne la perte d'environ 25 000 tonnes de nourriture et 3M de litres de lait par semaine en raison des difficultés de transport. Pour la première fois depuis 1960, la campagne de semis de maïs, la plus importante de l'année, n'a pu être réalisée en raison d'un manque de diesel, de semences et d'engrais ainsi que d'une absence d'accès aux financements. Le nouveau président de Fedegro a appelé le gouvernement à autoriser les importations directes de diesel, qui seront à un prix inférieur à celui du marché noir.

DOSSIER DU MOIS : L'IMPACT DE LA PANDEMIE SUR LA PAUVRETE ET LES INEGALITES EN AMERIQUE ANDINE.

La pauvreté et l'extrême pauvreté ont atteint en Amérique latine des niveaux qui n'avaient pas été observés au cours des 12 et 20 dernières années respectivement et les indices d'inégalité dans la région, les taux d'emploi et de participation au travail se sont tous dégradés en raison de la pandémie de COVID-19. Selon les dernières projections de la CEPAL, le taux de pauvreté et d'extrême pauvreté ont atteint respectivement 33,7 % et 12,5 % dans la région en 2020, portant le nombre total de personnes pauvres à 209M à la fin 2020, soit 22M de plus que l'année précédente. Sur ce total, 78M de personnes étaient en situation d'extrême pauvreté, soit 8M de plus qu'en 2019. Les gouvernements de la région ont mis en œuvre 263 mesures de protection sociale d'urgence en 2020 : ils ont ainsi touché 49,4 % de la population, soit environ 84M de ménages (326M de personnes). Sans ces mesures, l'extrême pauvreté et la pauvreté aurait affecté respectivement 15,8 % et 37,2% de la population. La CEPAL estime par ailleurs que l'inégalité totale des revenus par habitant devrait augmenter en 2020, entraînant une augmentation moyenne de l'indice de Gini de 2,9 % par rapport à 2019 (0,460). Sans les transferts effectués par les gouvernements pour atténuer la perte des revenus du travail, dont la distribution tend à se concentrer dans les groupes à revenu faible et moyen, l'augmentation prévue de l'indice de Gini moyen pour la région aurait été de 5,6 %.*

**Le coefficient de Gini est un chiffre variant de 0 à 1. Plus le coefficient est élevé, plus l'inégalité de revenus est élevée.*

En Bolivie, les estimations de l'Institut National de Statistiques (INE) montrent que la crise a eu un impact modéré sur la pauvreté et les inégalités. Le taux de pauvreté monétaire est passé de 37 % en 2019 à 39 % en 2020 (+300.000 Boliviens en un an, 4,6M au total). Le taux de pauvreté rurale est passé de 51% en 2019 à 55% en 2020 (soit un taux inférieur à celui de 2018) et celui de la pauvreté urbaine est passé de 31% à 32% (moins qu'en 2017). Le taux de pauvreté extrême est passé de 13% en 2019 à 14% en 2020 (inférieur au taux de 2018) touchant ainsi 1,6M de Boliviens (120.000 de plus qu'en 2019). La pauvreté extrême est passée de 28% en 2019 à 29% en 2020 en zone rurale et de 6,4% à 7,2% en zone urbaine, dans les deux cas les niveaux restant inférieurs à ceux de 2018. Dans le «Panorama Social de l'Amérique latine» la CEPAL est plus pessimiste, puisque l'institution estime que la pauvreté en Bolivie a augmenté de 6,4 p.p. à 37,5%, un retour en arrière de plus de 6 ans, tandis que la pauvreté extrême atteint 14,7%

(+2,6 p.p., soit les niveaux de 2014). En termes d'inégalités de revenus, l'indice de Gini est passé de 0,42 en 2019 à 0,45 en 2020, retrouvant les niveaux estimés en 2017. Ainsi, le ratio entre les revenus du premier et du dernier décile de la population a été multiplié par 9,3 en un an, bien que ces niveaux restent encore inférieurs à ceux estimés en 2018.

En Colombie, la pandémie a fait basculer 3,5M de personnes dans la pauvreté (le taux de pauvreté est ainsi passé de 35,7% de la population en 2019 à 42,4 % en 2020) et 2,7M de Colombiens dans l'extrême pauvreté (+59,6% par rapport à 2019 à 15,5%), soit 21M de personnes au total effaçant plus d'une décennie de progrès et ce malgré les subventions accordées aux ménages les plus vulnérables qui ont en partie atténué l'impact de la crise. Ces subventions, ajoutées à celles déjà en place, ont en effet empêché 1,7M de personnes supplémentaires de tomber dans la pauvreté en 2020, selon les estimations de l'Institut national



des statistiques (la pauvreté monétaire aurait alors été de 44,7% en 2020). En outre, le coefficient de Gini est passé de 0,526 en 2019 à 0,544 en 2020, soit son plus haut niveau depuis 2012 avec une hausse très forte dans les centres urbains (0,505 à 0,537) alors qu'elle se stabilise dans les zones rurales (0,456) qui sont historiquement moins inégalitaires. Le récent projet de réforme fiscale, qui a été retiré début mai, comportait un volet social visant notamment à empêcher 1,3M de personnes de tomber dans la pauvreté grâce à la pérennisation des transferts aux ménages les plus vulnérables introduits pendant la pandémie. Le nouveau ministre des Finances José Manuel Restrepo a souligné la nécessité que la prochaine version de la réforme comporte un volet social pour aider les plus vulnérables. Cependant, la nouvelle initiative n'a pas été soumise au Congrès et la prolongation du revenu de solidarité après juillet 2021 est encore incertaine.

En Equateur, le marché du travail, déjà précaire, s'est dégradé davantage en 2020 avec une augmentation importante de l'informalité. En avril 2021, seuls 32,6 % de la population active occupait un emploi formel (à temps plein et affiliée au régime de la sécurité sociale) contre 30,8 % en décembre 2020 et 38,8% en décembre 2019. Par ailleurs, la part de la population active dans l'informalité s'établit à 60,6% de la population en avril 2021 contre 63,3% en décembre 2020 (56,7% en décembre 2019). Le taux de chômage s'établit à 5,6% contre 5% en décembre 2020 et 3,8% en décembre 2019. La pauvreté a atteint 32,4% de la population en décembre 2020 (contre 25% en décembre 2019) et l'extrême pauvreté a atteint 14,9% de la population en décembre 2020 contre 8,9% en 2019. Le coefficient de Gini s'est élevé à 0,5 en décembre 2020 (0,485 en milieu urbain et 0,474

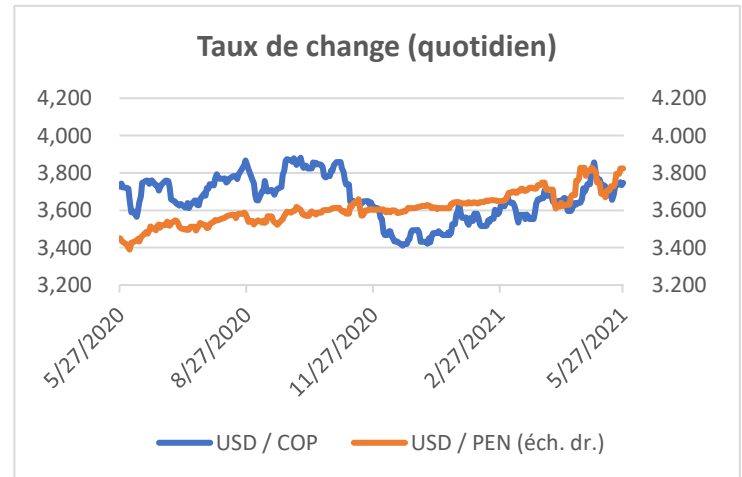
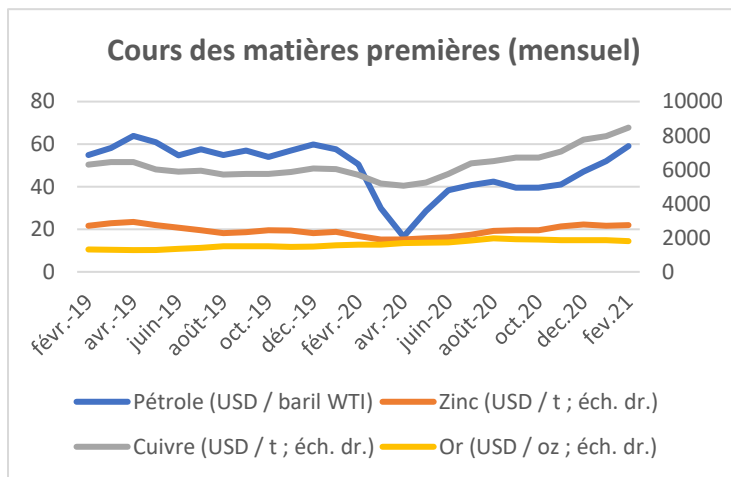
en milieu rural) contre 0,473 en décembre 2019 (0,454 en milieu urbain et 0,444 en milieu rural).

Au Pérou, l'Institut National des Statistiques (INEI), estime que le taux de pauvreté a augmenté de 9,9 points de pourcentage à 30,1% entre 2019 et 2020 (+3,3M de personnes soit 9,8M de personnes au total), faisant ainsi reculer les progrès de près de 10 ans (30,8% en 2010). La pauvreté s'est particulièrement creusée en zone urbaine, en hausse de 11,4 points à 26% soit des niveaux comparables à 2009. A Lima, la pauvreté retrouve les niveaux de 2007 avec une hausse de 13,2 p.p. (+20,7 p.p. pour Callao) pour atteindre un taux de pauvreté à 27,5% (30,7% pour Callao). En zone rurale, il atteint 45,7% (+4,9 p.p.), retrouvant ainsi des niveaux de 2015. Le taux d'extrême pauvreté a augmenté de 2,2 p.p. entre 2019 et 2020 à 5,1% revenant aux niveaux de 2013 (l'extrême pauvreté a été multiplié par 7 à Lima et s'établit à 2,9% en 2020). En zone urbaine la pauvreté extrême s'établit à 2,9% et à 13,7% en zone rurale. En termes d'inégalités, l'indice de Gini a évolué de 0,415 en 2019 à 0,431 en 2020 (la moyenne de l'OCDE est à 0,38 en 2020).

Au Venezuela, la pandémie de COVID-19 a porté un nouveau coup dur à l'économie dont le PIB est inférieur d'environ 80% à celui enregistré en 2013. En l'absence de données officielles, les derniers résultats de l'enquête nationale sur les conditions de vie de la population vénézuélienne (Encovi) réalisée par l'Institut de recherche économique national et l'Université Catholique Andrés Bello estiment que le taux de pauvreté monétaire est passé de 34,4% en 2005 à 96,2% en 2020 et le taux d'extrême pauvreté a augmenté de 10,7 points de pourcentage à 79,3% (données récoltées avant la pandémie). Cette hausse s'explique principalement par une augmentation des privations liées à la baisse du niveau de vie, qui reflète la détérioration du pouvoir d'achat

des ménages, d'autant plus que la pandémie a provoqué une forte baisse des *remesas*, qui seraient passées de 3,5 Mds en 2019 à 2,1 Mds USD en 2020. Selon les niveaux calculés pour 2019/20, le Venezuela fait partie des pays ayant la pauvreté multidimensionnelle la plus élevée de la région, dépassée seulement par le Nicaragua, le Guatemala et le Honduras. L'inégalité dans la répartition des revenus s'est également considérablement détériorée. Le coefficient de Gini a commencé à augmenter en 2015, inversant déjà les gains des 20 dernières années. En 2018 (dernière donnée à date), le coefficient de Gini, estimé par Encovi, a atteint 0,62 devenant ainsi le plus élevé de la région.

Les graphiques de la semaine :

**Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :**

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38.7	-7.7	5.5	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282.2	-8.2	5.1	-9.4	59.3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93.07	-7.5	2.5	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6.8	43.3	16.3	-5.6	36.9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188.4	-11.1	8.4	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2.8	-13.4	0.6	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27.9	n.a	-30	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45.3	382.7	-9.9	5.8	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211.4	1312.6	-4	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
CHILI	19.4	245.4	-5.8	6.1	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128.9	1133.2	-8.2	5	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international